

# SOT EST

SOCIÉTÉ D'ORTHOPÉDIE ET  
TRAUMATOLOGIE DE L'EST

[www.sotest.org](http://www.sotest.org)

3-4 JUIN 2022

## REIMS

ESPACE DE CONFÉRENCES  
CASTELNAU

Président du Congrès : Pr X. Ohl

Responsables Scientifiques : Dr S. Bredin et Dr R. Siboni

CONFÉRENCES D'ENSEIGNEMENT

JEUDI 2 JUIN 2022 | Faculté de médecine de Reims

### Tables rondes :

- Prothèse totale inversée : De la consultation au bloc opératoire  
Pr Sirveaux, Pr Obert, Pr Clavert, Dr Nérot, Pr Ohl, Pr Baulot
- Traumatologie du bassin : Prise en charge immédiate multidisciplinaire  
Dr Martz, Dr Bredin
- Lésions aiguës et dégénératives de la colonne du pouce  
Pr Liverneaux, Dr Cognet, Pr Obert, Dr Hidalgo Diaz, Dr De Bie





# SOTEST

SOCIÉTÉ D'ORTHOPÉDIE ET  
TRAUMATOLOGIE DE L'EST

65<sup>e</sup> Réunion annuelle  
31<sup>e</sup> Congrès Européen de la SOTEST

**3-4 JUIN 2022**

CONFÉRENCES D'ENSEIGNEMENT  
JEUDI 2 JUIN. [www.sotest.org](http://www.sotest.org)

**GOLD SPONSOR** ..... 7 500 € HT

Espace (nu) d'exposition de 9m<sup>2</sup> - 1 Table & 2 chaises  
Organisation d'un symposium  
Insertion d'un document dans la mallette  
Insertion d'une pub dans le programme final  
3 badges exposants

**SILVER SPONSOR** ..... 5 000 € HT

Espace (nu) d'exposition de 9m<sup>2</sup> - 1 Table & 2 chaises  
Insertion d'un document dans la mallette  
Insertion d'une pub dans le programme final  
3 badges exposants

**Organisation d'un symposium** ..... 3 000 € HT  
(organisation incluant l'audiovisuel de base & 1 annonce dans le programme final)

**Sponsor 9m<sup>2</sup>** ..... 3 200 € HT  
Espace (nu) d'exposition de 9m<sup>2</sup> - 1 Table & 2 chaises - 3 badges exposants

**Sponsor 6m<sup>2</sup>** ..... 2 700 € HT  
Espace (nu) d'exposition de 6m<sup>2</sup> - 1 Table & 2 chaises - 2 badges exposants

## SPONSORING

- Insertion d'une page de publicité dans le programme final ..... 1 000 € HT
- Sponsoring des mallettes congressistes ..... 1 000 € HT  
Votre logo HD, EPS à nous fournir
- Insertion d'un document dans les mallettes ..... 1 000 € HT
- Sponsoring des cordons badges ..... 800 € HT  
(sponsor exclusif - 200 cordons à fournir)
- Badge exposant supplémentaire ..... 70 € HT
- Sponsoring blocs-notes et stylos ..... 200 exemplaires à fournir



MCO Congrès - SOTEST 2020  
Villa Gaby - 285 Corniche JF. Kennedy - 13007 Marseille  
Tél. : +33 (0) 4 95 09 38 00  
Contact : Siham GUANDOURRO - [siham.guandourro@mcocongres.com](mailto:siham.guandourro@mcocongres.com)



# BON DE COMMANDE PARTENAIRES

A retourner accompagné de votre règlement à MCO Congrès - SOTEST  
à l'attention de Siham GUANDOURRO - MCO Congrès  
Villa Gaby - 285 Corniche JF. Kennedy - 13007 Marseille  
par fax au +33 (0) 4 95 09 38 01 ou par mail à [siham.guandourro@mcocongres.com](mailto:siham.guandourro@mcocongres.com)

Société (Nom pour facturation) : .....

Société (Nom pour communication) : .....

Contact : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville : .....

Tél. : ..... Fax : .....

Email : .....

**GOLD SPONSOR** ..... 7 500 € HT

**SILVER SPONSOR** ..... 5 000 € HT

**Organisation d'un symposium** ..... 3 000 € HT

**Sponsor 9m<sup>2</sup>** ..... 3 200 € HT

**Sponsor 6m<sup>2</sup>** ..... 2 700 € HT

Insertion d'une page de publicité dans le programme final ..... 1 000 € HT

Sponsoring des maillottes congressistes Votre logo HD, EPS à nous fournir ..... 1 000 € HT

Insertion d'un document dans les maillottes ..... 1 000 € HT

Sponsoring des cordons badges (sponsor exclusif - 200 cordons à fournir) ..... 800 € HT

Badge exposant supplémentaire ..... 70 € HT

Sponsoring blocs-notes et stylos ..... 200 exemplaires à fournir

TOTAL HT ..... € HT

frais de dossier + assurance obligatoire ..... 80 € HT

TVA 20% ..... € HT

TOTAL TTC ..... € TTC

**PAIEMENT PAR CHÈQUE** (en euros) libellé à l'ordre de MCO Congrès

**PAIEMENT PAR VIREMENT BANCAIRE** : RIB: MCO CONGRÈS BANQUE:

BANQUE CAISSE D'ÉPARGNE : Code banque 11315 - Agence 00001 - N° de compte 08011326289

CLÉ RIB 03 - IBAN : FR76 1131 5000 0108 0113 2628 903 - BIC/SWIFT : CEPFRPP131

BON POUR ACCORD ET ACCEPTATION DES CONDITIONS  
GÉNÉRALES DE VENTES (AU DOS DE CETTE PAGE)  
signature + cachet de la société :

L'exposant est tenu de verser au moins 100% de sa participation au moment de la commande de son stand. Le non paiement du solde entraîne l'annulation du droit de disposer de l'emplacement, et ce sans indemnité ni remboursement des sommes versées. Toute annulation notifiée à moins de 30 jours de l'ouverture du congrès, entraîne de la part de l'exposant, le règlement de l'intégralité du montant de la participation.

Je déclare avoir pris connaissance des conditions d'annulation, des délais de règlement, des Conditions Générales de vente précisées en dernière page et en accepter sans réserve ni restriction toutes les dispositions et renoncer à ce titre à tout recours contre l'organisateur.

Je déclare également avoir pris connaissance des informations relatives au Traitement des données figurant dans les Conditions Générales de vente conformément aux dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

## REGLEMENT DE L'EXPOSITION

### DATE & DUREE - Article 1

L'organisation de la manifestation se réserve à tout moment le droit de modifier la date d'ouverture ou la durée de la manifestation, comme de décider sa prolongation, son allongement ou sa fin prématurée anticipée, sans que participants puissent réclamer aucune indemnité. Si la manifestation n'avait pas lieu, pour cas de force majeure ou cause indépendante de l'organisateur, y compris les conséquences d'incendie ou d'explosion, provenant des locaux d'accueil du Congrès ou de quelque origine que ce soit, les sommes versées par les exposants resteraient de plein droit acquises à l'organisateur.

### CONTROLE & ACCEPTATION DES ADHESIONS - Article 2

Les adhésions sont reçues sous réserve d'examen. L'organisateur statue à tout égard sur les refus ou les admissions, sans être obligé de donner les motifs de ses décisions. L'adhérent refusé ne pourra arguer que son adhésion a été sollicitée par l'organisateur. Il ne pourra non plus invoquer la correspondance échangée entre lui et l'organisateur ou l'encaissement du montant de l'adhésion ou encore la publication de son nom sur une liste quelconque comme preuve de son admission. Le rejet de l'adhésion ne pourra donner lieu au paiement d'une somme indemnité autre que le remboursement des sommes versées à l'organisateur.

### CLASSIFICATION - Article 3

L'organisateur détermine les emplacements des stands. Il pourra, à tout moment, si le juge nécessaire pour une cause quelconque notamment l'affluence des adhésions, modifier l'importance ou la situation dans les groupes des stands. Aucune réserve ne sera admise de la part des adhérents. Si la modification porte sur la superficie concédée, il aura lieu seulement à une réduction proportionnelle du prix du stand.

### OBLIGATION DE L'ADHERENT - Article 4

Toute adhésion, une fois soumise, engage définitivement et irrévocablement son souscripteur qui est désormais responsable du montant total de la facture - Art. 118 du règlement général des Foires et Salons. Le fait de signer une adhésion entraîne l'obligation d'occuper le stand ou l'emplacement attribué au moins 24 heures avant l'ouverture de la manifestation, de la laisser intacte jusqu'à la clôture de la manifestation. Aucune demande de retrait d'adhésion, pour quelque motif que ce soit, ne pourra être examinée. L'acompte versé restera, en tout état de cause, définitivement acquis à l'organisateur. La souscription de l'adhésion comporte soumission aux dispositions du présent règlement et des règlements spéciaux insérés.

Dans la brochure guide de l'exposant ainsi qu'aux mesures d'ordre et de police qui seraient prescrites tant par les autorités que par l'Administration. Toute infraction au présent règlement ou aux règlements spéciaux pourra entraîner l'exclusion immédiate, temporaire ou définitive de l'adhérent, sans aucune indemnité ni remboursement des sommes versées et sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre lui.

### PAIEMENT - Article 5

Un paiement de 100% du montant total du décompte d'inscription doit être obligatoirement joint au bulletin de réservation. A défaut de règlement aux échéances indiquées, l'organisateur pourra considérer sans autre formalité l'adhésion comme résiliée. Le TVA est fait par tous les exposants, sans exception quelle que soit leur nationalité. En effet elle s'applique à des prestations de services qui sont exécutées sur le territoire français. Toutefois, les exposants étrangers peuvent éventuellement demander eux-mêmes directement par l'intermédiaire d'organismes agréés, le remboursement de la TVA dans les limites de la réglementation en vigueur. L'organisateur ne pourra en aucun cas être sollicité pour assurer ces démarches.

### DEFAUT D'OCCUPATION - Article 6

Le solde du montant de la facture reste en toute circonstance dû par l'exposant. Les stands ou emplacements qui n'auraient pas été occupés jour de l'ouverture de la manifestation pourront être attribués à un autre exposant, sans que l'adhérent non installé puisse réclamer quelque dommage que ce soit ou le remboursement des sommes versées par lui.

### INTERDICTION DE CESSIION OU DE SOUS-LOCATION - Article 7

La cession de tout ou partie de stand ou d'emplacement est interdite. Toutefois, avec l'accord de l'organisateur, plusieurs exposants ressortissant d'une profession analogue ou complémentaire, pourront occuper un même stand en commun. Pour cela, il faudra que la demande en soit faite par un titulaire principal. La demande de participation que celui-ci présente, devra énumérer exactement chacun des candidats à ce stand collectif, étant précisé que les renseignements demandés dans ce formulaire devront être fournis également pour chaque candidat. L'organisateur se réserve d'agréer ou de refuser chacun de ces candidats. Le rejet de candidature de l'un ou de plusieurs d'entre eux ne saurait permettre aux autres d'annuler la réservation de leur stand collectif. Le titulaire principal de ce stand sera, envers l'organisateur, responsable personnellement et solidairement avec les autres exposants secondaires, du paiement des sommes diverses dues à quelque titre que ce soit à l'organisateur ou à tout prestataire de services ou de matériel présenté par celui-ci. Il en sera de même pour le respect de toutes les obligations incombant aux participants.

### DECLARATION DES ARTICLES PRESENTES - Article 8

Les exposants doivent obligatoirement déclarer la liste complète des produits qu'ils désirent présenter. S'ils sont agents industriels ou commerciaux, ils seront dans l'obligation de mentionner également les noms et adresses des maisons dont ils proposent d'exposer les produits. L'organisateur se réserve formellement le droit de faire enlever d'office tout produit n'étant pas indiqué sur le bulletin d'adhésion ou de procéder à l'expulsion de l'exposant n'ayant pas été agréé dans les conditions précitées, sans préjudice de l'application, à l'égard du contractant des sanctions prévues par l'article 4 du règlement de la manifestation.

### MODIFICATION AUX STANDS - DEGATS - Article 9

Au moment de la prise de possession du stand qui lui aura été attribué, l'adhérent sera dans l'obligation de faire constater les dégradations qui pourraient exister dans le ou les locaux mis à sa disposition. Cette réclamation devra être faite au Commissariat Général de la manifestation. Si le jour même de la prise de possession, passé ce délai, toute réparation à effectuer sur la facture. Dans les stands, il est défendu d'entailer ou de détériorer de quelque manière que ce soit, les cloisons, planchers ou des plafonds et tout matériel fourni par l'organisateur. L'utilisation des parois, poteaux ou planchers des stands comme supports de poids ou d'efforts mécaniques est formellement interdite ; toute infraction entraînerait la responsabilité pleine et entière de l'exposant en cas de détérioration, de gêne pour les voisins ou accident, cela sans préjudice des sanctions prévues à l'Article 4.

## COMMISSION D'ARCHITECTURE - Article 10

Cette commission est chargée, dans le cadre du plan général d'esthétique et de décoration de la manifestation, décidée et imposée par l'organisateur, d'examiner tout projet de constructions ou installations personnelles qui pourraient être envisagées par les exposants (hangars, tentes, motifs publicitaires ou décoratifs, enseignes lumineuses, etc.). Les calculs sont strictement interdits dans tous les cas.

### ENSEIGNES AFFICHES - Article 11

Il est interdit de placer des panneaux réclame ou des enseignes à l'extérieur des stands en d'autres points que ceux réservés à cet usage. En cas d'infraction, l'organisateur de la manifestation fera enlever, aux frais, risques et périls de l'adhérent et sans aucune mise en demeure préalable, les éléments apposés au mépris du présent règlement.

### TRAVAUX SPECIAUX - Article 12

Les responsables des stands dont les installations nécessiteraient des travaux spéciaux (suppression de cloisons, calage de planchers, etc.) devront déclarer en observation sur leur bulletin d'adhésion en indiquant, autant que possible, leur importance. L'organisateur ne supportera les frais d'enlèvement de cloisons, ainsi que ceux de calage de planchers, à l'exclusion des autres travaux qu'à condition qu'il en soit averti 1 MOIS précédant : passé cette date, ces diverses modifications seront facturées aux exposants.

### MESURES DE SECURITE - Article 13

En ce qui concerne l'installation des stands, les matériaux pouvant être utilisés et d'une manière générale les mesures de sécurité à observer, les exposants et leurs installations sont tenus de se conformer aux dispositions des articles R 14 à R 125 du code de la construction et de l'habitat, de l'arrêté du 25 juin 1980 et de l'arrêté du 18 novembre 1987, relatifs à la protection contre l'incendie et la panique dans les établissements recevant du public, ainsi que toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur au moment de la tenue de la manifestation. L'autorisation d'ouverture pourra être refusée pour les stands qui ne répondront pas aux prescriptions réglementaires de sécurité. Il est interdit de faire figurer dans les échantillons tous produits dont la fabrication, la mise en vente ou l'exposition sont prohibées. La distribution de ballons - réclame est absolument interdite dans l'enceinte de la manifestation. L'organisateur décline toute responsabilité en cas de décision de fermeture d'un stand, ordonnée par la Commission de sécurité pour inobservation des règlements en vigueur.

### PRODUITS INTERDITS - Article 14

Les matières explosives et en général tous les produits dangereux ou nuisibles ne sont pas admis. Le fonctionnement des appareils, l'installation ou la distribution d'objets susceptibles d'apporter une gêne ou un danger pour les autres exposants ou pour les visiteurs sont interdits.

### PUBLICITE - Article 15

La distribution de prospectus ne peut être faite qu'à l'intérieur des stands. La réclame à haute voix ou à faible motif est absolument interdite. La publicité des prix et la distribution d'objets publicitaires sont soumis à la réglementation générale des arrêtés ministériels. Il est interdit de faire une publicité quelconque en faveur de produits autres que ceux désignés sur le bulletin de participation. Toute publicité, soit au moyen de signes, cloisons et autres genres d'attractions, soit par utilisation d'appareils sonores, est formellement interdite.

### LA VENTE A EMPORTE EST FORMELLEMENT INTERDITE - Article 16

Toute infraction aux présentes prescriptions entraînera la fermeture des stands et le remboursement de l'acompte versé, sans qu'il puisse revendiquer le remboursement de tout ou partie des sommes versées pour sa participation, ni aucune autre indemnité.

### TENUE DES STANDS - Article 17

Seules les réceptions ponctuelles sont autorisées sur les stands à condition qu'il n'y ait pas débordement sur les stands voisins ou allées. Les stands doivent être tenus dans un état constant de propreté impeccable. Ils doivent rester garnis pendant la durée de la manifestation. Il est interdit de laisser les marchandises exposées recouvertes pendant les heures d'ouverture. Il est interdit d'autoriser à se tenir hors des stands pour vendre ou faire de la réclame pour un objet exposé ou non. Nul ne peut effectuer une publicité publique de quelque nature qu'elle soit, à l'intérieur de la manifestation.

### ASSURANCE OBLIGATOIRE - Article 18

Les exposants sont tenus de souscrire à leurs frais auprès des assureurs de la police collective établie pour le compte des exposants et agréée par l'organisateur, une assurance «tous risques» et Responsabilité civile. La prime d'assurance obligatoire garantit jusqu'à une valeur limite : 1. Les marchandises exposées, les agencements et les installations des stands. 2. La responsabilité Civile de l'exposant à l'égard des tiers. Les responsables de stands collectifs ont l'obligation de faire souscrire à chacun de leurs exposants une assurance couvrant les mêmes risques que ci-dessus. L'organisateur renonçant en cas de sinistre à tout recours contre les adhérents et leurs préposés (le cas de malveillance excepté), tout adhérent, par le seul fait de sa participation, abandonne également tout recours contre l'organisateur. Les conditions particulières du contrat d'assurance sont à la disposition des exposants.

### MACHINES EN DEMONSTRATION - Article 19

Toutes les machines en démonstration doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité, notamment pour celles dont les organes mobiles peuvent être laissés sans surveillance d'un préposé de l'exposant, même si la barrière prévue par les règlements de sécurité a été établie.

### HEURES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE - Article 20

Les stands doivent rester ouverts tous les jours pendant les heures d'ouverture de la manifestation.

### MISE A DISPOSITION DES EMPLACEMENTS - Article 21

Les stands seront mis à la disposition des exposants la veille du jour de l'ouverture de la manifestation (horaires précisés dans le guide technique).

### DOCUMENT CONTRACTUEL - Article 22

Seuls les documents rédigés en français, notamment en ce qui concerne le présent règlement font foi. Les traductions en langues étrangères ne sont qu'indicatives.

### LIBERATION DES EMPLACEMENTS - Article 23

Tous les emplacements devront être remis en état aux frais de l'exposant et libérés UN jour après la date de clôture de la manifestation. La responsabilité de l'exposant reste engagée pour tous accidents ou réclamations pouvant résulter de la non-exécution ou de l'exécution tardive de ces prescriptions. L'organisateur pourra faire procéder à l'enlèvement du matériel restant en place après le délai fixé, ainsi qu'à la remise en état de l'emplacement concédé, les frais engagés par ces opérations revenant dans tous les cas à l'exposant.

## ATTRIBUTION DE JURIDICTION - Article 24

En cas de contestation, de conventions expresses entre parties, les Tribunaux de Marseille sont seuls compétents, même en cas de pluralité de défendeurs.

### TRES IMPORTANT - Article 25

1. Interdiction formelle de démanteler les stands avant la fermeture de la manifestation, sauf autorisation écrite de l'organisateur. 2. Jusqu'à démantèlement complet des stands, il est fait obligation à tous exposants de prévoir un responsable sur son stand afin d'éviter pertes et vols. 3. Le non-respect des 2 clauses précédentes aura pour conséquence la non-garantie de l'assurance obligeatoire en cas de vols et de pertes.

## CONDITIONS GENERALES DE VENTE REGIE PUBLICITAIRE

**Article 1er** - La publicité se réserve le droit de refuser toute annonce qui lui paraîtrait incompatible avec son caractère. Le texte des annonces, les marques et les modèles présentés n'engagent que la seule responsabilité de l'annonceur.

**Article 2** - Les annulations d'ordre de publication ne pourront être acceptées qu'avec un préavis de 15 jours francs, à dater du jour de la signature du contrat.

**Article 3** - En cas de vente, de modification de raison sociale, d'apport en société, tout signataire de cet ordre d'insertion s'engage à faire continuer ledit commerce par la nouvelle Société.

**Article 4** - Tout cliché ou texte qui ne sera pas parvenu dans les délais sera remplacé d'office par une reproduction typographique des éléments qui lui paraîtront les plus intéressants. L'épreuve pour la construction et de l'habitat, de l'arrêté du 25 juin 1980 et de l'arrêté du 18 novembre 1987, relatifs à la protection contre l'incendie et la panique dans les établissements recevant du public, ainsi que toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur au moment de la tenue de la manifestation. L'autorisation d'ouverture pourra être refusée pour les stands qui ne répondront pas aux prescriptions réglementaires de sécurité. Il est interdit de faire figurer dans les échantillons tous produits dont la fabrication, la mise en vente ou l'exposition sont prohibées. La distribution de ballons - réclame est absolument interdite dans l'enceinte de la manifestation. L'organisateur décline toute responsabilité en cas de décision de fermeture d'un stand, ordonnée par la Commission de sécurité pour inobservation des règlements en vigueur.

**Article 5** - L'ordre de publication doit être envoyé à l'adresse indiquée sur l'ordre d'insertion. Il sera payable à la remise de l'ordre ou à la parution sur justificatif, par chèque ou traite acceptée et domiciliée en fin de mois de parution.

**Article 6** - Tous les règlements doivent être envoyés à l'adresse indiquée sur l'ordre d'insertion. Il sera payable à la remise de l'ordre ou à la parution sur justificatif, par chèque ou traite acceptée et domiciliée en fin de mois de parution.

**Article 7** - A défaut de règlement dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessus, et passé le délai de 8 jours après une remise en demeure, le montant des sommes dues sera majoré d'une clause pénale de 20 % conformément aux dispositions des articles 12-26 et 12-29 à 12-33 du Code Civil.

**Article 8** - La recherche publicitaire et l'édition sont assurés par MCO Congrès.

**Article 9** - Nos traites et acceptation de règlement ne sont pas une dérogation au lieu de paiement qui demeure Marseille, même en cas de pluralité de défendeur et quelle que soient les indications contraires de nos correspondants pour tout litige nous opposant.

**Article 10** - Tout litige relatif à l'exécution du présent ordre sera de convention expresse, de la compétence exclusive du TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

**Article 11** - Le fait de traiter avec nous comporte l'acceptation pure et simple et sans réserve de nos conditions générales ci-dessus énoncées.

**Article 12** - Aucune convention verbale non reprise ici ne pourra être prise en conséquence.

**Article 13** - MCO Congrès s'engage à la réalisation complète de la revue dont il est le seul responsable auprès des annonceurs.